

Des Ligues à la «Nouvelle Droite*»

Avant la Première guerre mondiale, ce sont les ligues qui inaugurent une tradition d'organisation des masses à partir d'une idéologie nationaliste, xénophobe et souvent antisémite. Il faut notamment mentionner :

- la Ligue des patriotes fondée en 1882 par le républicain Déroulède et qui devient rapidement hostile à la Révolution française et à la république parlementaire ; elle prône un régime autoritaire organisé sur le modèle militaire. Elle soutient donc le général Boulanger à partir de 1888 et mène des combats de rues, en mobilisant les artisans, les boutiquiers, les petits commerçants, la petite bourgeoisie traditionnelle, spécialement à Paris. Elle est dissoute en 1889, mais se reconstitue dix ans plus tard pour participer à l'agitation antidreyfusarde ;
- la Ligue antisémitique de Jules Guérin, créée en 1896, qui ne se développa jamais beaucoup mais eut une intense activité journalistique au moment de l'Affaire Dreyfus ;
- la Ligue de la patrie française créée en 1898 restera une organisation d'intellectuels antidreyfusards et cessera ses activités en 1904 ;
- et enfin, celle qui aura la plus longue vie, l'Action Française, monarchiste et anti-républicaine.

Les militants de ces différentes ligues sont hostiles au mouvement ouvrier naissant, aux grèves et aux syndicats, à l'exception d'une fraction de l'Action française (le Cercle Proudhon [9]) ; ils défendent l'armée et le budget militaire, soutiennent la propagande gouvernementale contre l'Allemagne et pour la récupération de l'Alsace-Lorraine et bien sûr appuient les entreprises coloniales. Ils rêvent encore de renverser la République par un coup de force car ils n'acceptent pas la démocratie parlementaire.

Les partisans de l'Action française sont plus particulièrement obsédés par «l'épuisement de la race» française, la baisse de la fécondité, l'exode rural. Leur utilité pour la bourgeoisie est assez évidente : même s'ils sèment un peu le désordre dans les rues, ils peuvent servir de briseurs de grève et de police supplétive en cas de nouvelle insurrection populaire (la Commune est dans toutes les mémoires). Et surtout ils prônent l'union nationale, excellent ciment contre la lutte des classes. C'est pourquoi ils ne manquent jamais de généreux bailleurs de fonds et d'officiers prêts à prendre place dans leurs comités directeurs.

Entre les deux guerres mondiales, l'Action française continue à sévir mais de nouvelles formations d'extrême droite apparaissent. Les ligues d'avant-guerre continuent à vivoter, notamment la Ligue des patriotes mais elles apparaissent comme des machines à faire élire des politiciens, ou, en ce qui concerne l'Action française, comme un mouvement entièrement centré autour d'un groupe d'écrivains et de salonards incapables de mettre ses actes en concordance avec la violence de ses dénonciations politiques. C'est ce qui explique la création du premier mouvement fasciste le Faisceau de George Valois, issu d'une scission de l'Action française qui fusionne avec une Ligue d'anciens combattants. Le Faisceau arrive à compter environ 25 000 militants (contre 55 000 au PCF en 1926), mais il s'écroule au bout d'un an, malgré de formidables soutiens financiers.

Les ligues d'anciens combattants constituent la base sociale d'autres mouvements d'extrême droite plus durables comme les Croix de feu du colonel de la Rocque (1927-1936), très légalistes, et le Parti populaire français (1937-1945) de Doriot, même si le second attire aussi d'ex-militants staliniens et des néosocialistes de la SFIO. Quant aux paysans, Dorgères les organise dans un mouvement de masse : les Comités de défense paysanne avec ses Chemises vertes, mais il ne remporte du succès que pendant une période très brève (1934-1937).

L'extrême droite est fort utile à la bourgeoisie puisqu'elle lutte contre l'influence formidable de la révolution russe dans la population, donc à la fois contre le PC français et contre la

politique internationale de l'URSS. Elle fait régulièrement le coup de poing contre les militants de gauche, et sera un adversaire résolu des grèves du Front populaire et des conquêtes arrachées par les prolétaires en 1936. Le fascisme italien l'inspirera davantage que le nazisme, étant donné le passif des guerres franco-allemandes de 1870 et de 1914-1918. Cet engagement profasciste se traduira pendant la Seconde Guerre mondiale par le soutien actif au régime de Vichy, l'entrée dans la Milice, la lutte contre la Résistance et parfois même l'engagement dans la SS.

La collaboration avec Vichy et le soutien inconditionnel au nazisme vont compromettre, pour une longue période, les chances de l'extrême droite de conquérir à nouveau une base de masse. Dans l'immédiat après-guerre, la bourgeoisie française lâche les collaborateurs les plus compromis et accepte une épuration limitée ; elle met en prison, déchoit de leurs droits civiques ou parfois fusille un certain nombre de pétainistes qui ne réussissent pas à se cacher ou à s'enfuir à l'étranger ; elle interdit les partis ouvertement fascistes qui tentent de se reconstituer. Mais cette sévérité ne dure guère car la bourgeoisie permet aussi à des ex-pétainistes de se recycler politiquement notamment au sein du RPF et surtout du CNI à partir de l'amnistie de 1951.

Après-guerre, les ex-vichystes et collaborateurs essaient à la fois de criminaliser la Résistance (sans grand succès), d'avancer la théorie du « glaive et du bouclier » (De Gaulle étant le glaive et Pétain le bouclier) et de créer la fable d'un « Vichy résistant » et d'une « Résistance maréchaliste », en faisant porter la responsabilité de la guerre aux Juifs, à la gauche et aux Munichois. Ils se présentent comme des hommes ayant combattu, pour leurs idées, *« puis comme des victimes et des martyrs, et enfin comme les seuls vrais résistants qui essaient de sauver la France du communisme »* (G. Baudinière, « L'extrême droite française de 1944 à 1951 », *Contretemps* n° 8). Ils soutiennent bien sûr la guerre d'Indochine, ce qui leur vaut une certaine popularité parmi les « anciens de l'Indo » qui feront le coup de poing avec eux. Ils essaient de miser sur les petits commerçants avec l'aventure Pujade, mais celle-ci tourne rapidement court, car la droite réussit à créer un grand parti, l'UDR, qui occupe une grande partie de l'espace occupé par le poujadisme. Ils pensent profiter de la guerre d'Algérie, mais, dans ce cas comme dans celui de l'Indochine, leurs choix politiques ne leur rapportent rien, puisque le personnel politique de la bourgeoisie met progressivement fin à la domination directe de la France et à sa présence militaire dans son empire. Le soutien fervent à l'OAS et la volonté d'abattre physiquement De Gaulle s'avèrent catastrophiques pour les militants de la « droite radicale » qui récoltent des mois ou des années de prison, quand ils ne sont pas fusillés. Leurs groupuscules sont interdits à plusieurs reprises. Leur seule utilité pour la bourgeoisie réside dans leur anticommunisme, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

Après 1963, ils tentent de miser sur les rapatriés d'Algérie mais l'intégration relativement rapide des « pieds noirs » dans la société française empêche sans doute la création d'un parti fasciste ou fascisant de masse, même si une fraction d'entre eux soutiendront plus tard le Front national et le MNR dans le sud de la France.

Dans les années 1960 et 1970, une partie des membres des groupuscules d'extrême droite (les anciens d'Occident comme Madelin, Longuet, Devedjian, etc.) choisissent de vivre aux crochets de partis de la droite institutionnelle, surtout les Républicains indépendants de Giscard d'Estaing (formation qui compte plusieurs dirigeants ayant été de chauds partisans de l'Algérie française comme Poniowski, Bassot, Dominati, Griotteray, etc.). Ils offrent leurs services comme colleurs d'affiches, cogneurs contre les groupes d'extrême gauche, supplétifs du Service d'Action Civique de Pasqua (RPR), sous-traitants des services secrets, barbouzes, sans trouver un véritable débouché politique et construire un mouvement indépendant de la droite traditionnelle. Ils servent aussi de force d'appoint non négligeable dans la propagande contre le « Programme commun » de la gauche, le PCF et le danger de « soviétisation de la France » sous Mitterrand. Mais encore une fois, leur vision politique catastrophiste s'avère fantaisiste : les chars soviétiques ne défilent pas sur les Champs-Élysées et le PCF respecte la propriété privée et le grand capital.

La percée du FN à partir de 1983 et surtout des élections européennes de 1984, neuf ans après le début de la crise économique mondiale, met fin à l'isolement politique de l'extrême droite française. La droite gaulliste, s'effrite, la bourgeoisie ne dispose plus d'un grand parti capable de marginaliser ses fractions les plus extrêmes. Pour la première fois depuis quarante ans, s'ouvre un cycle favorable aux idées réactionnaires et xénophobes ; un certain nombre de personnalités d'extrême droite acquièrent enfin une certaine respectabilité, à travers l'élection à des responsabilités, municipales, régionales, nationales ou européennes. Elle réussit à «lepéniser les esprits», c'est-à-dire à mettre ses propres thèmes politiques (immigration, insécurité) au cœur des débats de tous les partis, et à faire pénétrer insidieusement d'autres idées typiques du fascisme : existence d'«ethnies» (ou de «cultures») aux capacités différentes ; danger de la cohabitation et du mélange de populations d'origine différente, etc. Si la majorité de l'extrême droite (le FN) mise désormais sur une stratégie parlementaire, ce n'est bien sûr pas sans arrière-pensées. Mais pour le moment elle est divisée quant à l'opportunité de continuer à jouer les trouble-fêtes (par exemple en se maintenant au deuxième tour, quitte à faire élire la gauche), ou de poursuivre une évolution semblable à celle de Gianfranco Fini et d'Alleanza Nazionale (10) en Italie et de réintégrer le giron de la droite (11).

Fascistes, nationaux-populistes ou Droite radicale ?

La droite française s'est montrée plutôt habile au cours des trente dernières années, en occupant le pouvoir de façon presque ininterrompue, mais aussi sur le terrain de la lutte idéologique. Quant à l'extrême droite, elle est l'objet de querelles académiques entre, d'un côté, ceux qui comme Zeev Sternhell la présentent comme le précurseur, voire l'inventeur du fascisme, et d'autres (la majorité des historiens français) qui soutiennent que le fascisme n'a jamais vraiment pris racine en France. Selon ces derniers historiens, il faudrait donc trouver d'autres qualificatifs pour qualifier les courants dominants de l'extrême droite, du boulangisme au Front national en passant par les Croix de feu ou l'Action française. Les historiens et politologues anglo-saxons, suivis par bien d'autres, préfèrent employer le terme de «droite radicale» plutôt que celui d'extrême droite. En France, à l'initiative de P.A. Taguieff, c'est le concept de national-populisme, encore plus vague que celui de droite radicale, qui semble s'être pour le moment imposé chez les spécialistes de science politique et les historiens des droites.

Pour notre part, nous nous contenterons de remarquer que trouver la bonne étiquette pour désigner un groupuscule ou un parti d'extrême droite compte moins que le fait de savoir si cette organisation se fixe pour but d'éliminer physiquement tous ses adversaires dès le jour de la prise du pouvoir, voire avant – que celle-ci soit légale et démocratique ou pas.... C'est par exemple l'objectif que se fixaient certains groupes fascistes français dans leurs bulletins intérieurs (liquider les «chefs gauchistes» à un moment ou à un autre de la lutte).

On peut, comme le fait par exemple Mouvement communiste (12), énumérer quelques critères simples pour caractériser un mouvement fasciste : existence d'un chef charismatique; formation de groupes paramilitaires qui utilisent la violence contre les syndicats et partis ouvriers ; volonté de fusionner le Parti et l'État ; organisation de la petite-bourgeoisie non salariée (artisans, commerçants) mais aussi des petits patrons et des cadres ; formation de syndicats de salariés ; infiltration de la police et de l'armée et constitution de noyaux organisés, au sein des forces de répression, «*organisation en partis interclassistes uniques de masse, pourvus d'une base ouvrière*», «*favorisation, dans certaines conditions, du développement du capital*», «*négation absolue du conflit de classe*», «*constitution d'un mouvement violent foncièrement nationaliste, mais qui n'hésite pas à utiliser la démocratie bourgeoise comme instrument pour s'emparer de l'exécutif*», etc. Et l'on peut ensuite confronter ces critères à chaque mouvement existant, qu'il s'agisse du Front national français, d'Alleanza Nazionale en Italie ou du Vlaams Belang (alias le Vlaams Blok) en Belgique. Et considérer que tel mouvement est en train de se transformer rapidement en un véritable parti fasciste. Mais si le processus dure près de quarante ans comme pour le Front national, ce type de démarche n'est

guère intéressant...

L'attribution d'une étiquette à un mouvement ou un parti politique ne remplacera jamais l'observation concrète à la fois de son évolution idéologique, ce qui est généralement compliqué quand on n'a pas des taupes ou des informateurs à l'intérieur d'une formation qui tient un double ou un triple discours, et de sa pratique, ce qui suppose d'avoir des militants un peu partout (13).

Nous n'entrerons donc pas ici dans des querelles de définitions, bien qu'elles soient parfois fructueuses, mais nous intéresserons plutôt à l'évolution des positions de la droite et de l'extrême droite françaises, notamment face à la laïcité et la religion.

* Le terme de «Nouvelle Droite» a été inventé par les journalistes en 1979 puis repris par Alain de Benoist, son principal inspirateur, même si ce courant a fait des émules en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal. Depuis, cette «Nouvelle Droite» s'est elle-même scindée en plusieurs sous-courants, comme l'explique Jean-Yves Camus dans «La Nouvelle Droite : bilan provisoire d'une école de pensée», *La Pensée*, n°345, janvier-mars 2006, que l'on trouve sur le site Fragments sur les temps présent. Contrairement à ce qu'avancait à l'époque ce spécialiste (mais peut-être a-t-il révisé son jugement depuis ?), il nous semble que ce courant protéiforme a plutôt réussi à pousser la droite et l'extrême droite à faire leur «révolution culturelle», à condition, bien sûr, de ne pas mesurer son influence en termes d'influence électorale ou de nombre de militants.

Yves Coleman, article paru dans « Les pièges mortels de l'identité nationale », numéro 33/34/35 de la revue *Ni patrie ni frontières*, en juin 2011

Notes

1. Ce Cercle rassemblait quelques syndicalistes de la CGT et des royalistes soucieux de trouver un terrain commun, mais il n'eut pas vraiment de succès même si Maurras salua le geste de syndicalistes de la CGT qui avaient brûlé l'effigie de Marianne.

2. Sans idéaliser les postfascistes italiens, il faut noter que «*lorsque le problème de l'immigration se manifeste pour la première fois à l'attention de l'opinion publique, à la charnière entre les années 1980 et les années 1990, le MSI refuse catégoriquement d'adopter une position xénophobe, au nom d'un tiers-mondisme populiste et anticapitaliste et d'une image édulcorée, non raciste, du colonialisme fasciste. En effet, à cette période, c'est plutôt la Lega Nord (à l'époque Lega Lombarde) qui véhicule un discours aux relents xénophobes*» (Piero Ignazi, «La recomposition de l'extrême droite en Italie», *Pouvoirs* n° 87, numéro sur l'extrême droite en Europe).

3. La plupart des partis d'extrême droite, «nationaux populistes» et autres formations de la «droite radicale» ou des «droites extrêmes» en Europe se sont donnés des titres «respectables» : Confédération espagnole des Amis de l'Europe, CEDADE, la plus importante organisation néonazie espagnole ; Républicains (Republikaner) en Allemagne ; Centrumdemokraten et Centrumpartij (néonazi) aux Pays-Bas ; Nouvelle démocratie et Démocrates suédois en Suède ; Parti du progrès au Danemark ; Union démocratique du centre, Démocrates suisses et Parti de la liberté, en Suisse ; Parti libéral d'Autriche (FPÖ), etc. Une façon habile de brouiller les pistes en faisant disparaître l'adjectif «national» de son appellation politique, alors que la défense de la nation est au cœur de l'idéologie d'extrême droite.

4. Mouvement communiste : «Fascisme et démocratie», disponible en ligne.